

# POUR UN PARTI SOCIALISTE HORS LES MURS

## (VERS DES THINK TANKS TERRITORIAUX)

Le rôle d'un parti politique n'est pas seulement d'être un outil à produire des élus et à gagner des élections. Un parti politique se doit aussi de promouvoir des espaces où les constructions, les productions de politiques sont à l'œuvre. On peut aujourd'hui s'interroger sur cette seconde fonction. Est-elle encore réalisable au sein même des partis politiques ou n'est-il pas nécessaire d'en sortir pour arriver à la mener à bien ?

## UN PROCESSUS DE DESIGNATIONS QUI ASSECHE LA REFLEXION

Les partis politiques sont aujourd'hui structurés pour mener des désignations, puis pour conduire des élections. D'un autre côté, on observe un véritable appauvrissement de la réflexion politique en leur sein. N'est-il pas légitime de s'interroger sur le lien entre les deux phénomènes ?

Aujourd'hui, la vie du parti est complètement rythmée par des processus de désignations. Les premiers sont internes, lorsqu'il s'agit de renouveler nos instances, lors des congrès par exemple, ou lorsqu'il s'agit de désigner nos candidats en amont d'élections. Les seconds sont externes et relèvent du processus démocratique, les désignations par les élections elles-mêmes.

Par nature, ces processus insécurisent ceux qui sont en poste, ceux qui sont en responsabilités. Mais ce sont aussi souvent les mêmes qui organisent les temps de la vie politique, parfois avec des alternances, mais parfois sans. Ainsi, une large part du temps et de l'énergie militante est absorbée par ces différents processus, afin de tenter de diminuer l'insécurité qui pèse sur les responsables en place ... ou en devenir.

De l'autre côté, la réflexion politique passe au second plan. D'abord parce qu'une grande partie de l'énergie est concentrée sur les désignations et que l'on ne peut simplement pas tout faire en même temps. Mais aussi parce qu'une réflexion pourrait mettre en lumière des divergences, et compliquer les positions des élus ou des responsables en place.

En accédant au pouvoir et en ayant de nombreux élus, le parti s'est ainsi vidé de sa substance. Il s'est concentré sur les modalités qui lui permettent de garder le pouvoir plus que sur celles nécessaires à faire évoluer son corpus idéologique, mais aussi à alimenter la réflexion au sein de la gauche.

Aujourd'hui, la réflexion politique en interne est gangrenée par des logiques qui sous-entendent plus des positionnements individuels que des visions de la société. Les réflexions visibles ressemblent plus à des jeux de postures politiques, entre groupes, souvent derrière des leaders (les écuries de dit-on pas ?) qu'à des réflexions sociétales, pragmatiques, en phase avec notre époque et les réalités de vie des citoyens. Elles masquent des jeux de confrontations permanentes, seuls nécessaires dans le cadre de désignations.

De plus, le mode d'interaction entre ces positionnements est plus la quête d'une majorité permettant d'obtenir la légitimité du pouvoir qu'un dialogue entre visions différentes qui engendrerait un travail de co-construction politique *gagnant-gagnant*. La façon de faire de la politique en interne est donc un copié-collé du modèle de désignations, où « *il ne doit en rester qu'un* », conduisant à des stratégies de domination d'une vision sur les autres.

On peut noter que cette façon de faire de la politique en interne n'est surtout pas le reflet de la façon de faire de la politique une fois élu. La discussion, la coopération et la négociation prennent alors largement le pas sur des confrontations qui ne produisent rien.

## **UN PARTI DECONNECTE DE LA SOCIETE QU'IL EST SENSE REPRESENTER**

Cette double évolution du parti a conduit à un appauvrissement de sa base, mais aussi de sa connexion à la société dans son ensemble.

Les militants qui restent et souhaiteraient trouver dans le parti un espace d'émancipation dans un esprit de camaraderie vivent mal ces luttes de pouvoirs que chaque processus de désignation ne manque pas de déclencher. Les syndicats ou les associations qui formaient historiquement les « pouponnières » de futurs militants du parti ont coupé les ponts, par peur légitime de l'instrumentalisation. La population n'a plus aucune confiance dans la parole des partis (Cf. Baromètre de la confiance politique des français), vécue à la façon d'un produit marketing comme un autre, avec ses promesses qui ne seront pas tenues.

Les conséquences sont multiples. La première se lit dans le vieillissement de la base du parti et traduit une difficulté réelle à se renouveler. Les militants qui restent sont majoritairement ceux de la première heure. Le parti ne recrute plus sur l'idéal, mais sur la potentialité à être dans la sphère des élus. La seconde conséquence est une réelle déconnexion de la société et de la population. L'absence de travail en amont et les guerres idéologiques artificielles ne préparent pas réellement de politiques publiques en phase avec une société en mutation et aux enjeux nouveaux. Par ailleurs, l'absence de travail avec la population rend quasiment impossible l'adhésion à des réformes pourtant nécessaires. Une fois arrivé au pouvoir, le parti découvre l'incapacité à faire adhérer. Cet état de fait renforce l'impression d'immobilisme, les postures de blocage et facilite le travail d'instrumentalisation des peurs.

## **UNE LECTURE INCONSCIENTE ERRONEE DU POUVOIR**

Cette faiblesse acquise dès l'accession aux responsabilités provient d'une lecture inconsciente du pouvoir à l'inverse de sa réalité. Nous restons dans une lecture très dépendante d'une personnalité providentielle qui réglerait nos problèmes, souvent d'ailleurs sans que nous ayons à changer quoi que ce soit dans notre quotidien. C'est le mythe du leader et du leadership. C'est aussi, à ne pas en douter, ce qui pousse certains à penser trouver des réponses du côté de partis de moins en moins démocratiques. Pour peu que ceux-ci leur fassent croire qu'ils défendront d'abord leurs intérêts, une fois arrivés au pouvoir.

Mais la réalité d'une société démocratique est autre. Un homme politique ne peut rien si l'opinion publique n'est pas avec lui, s'il n'agit pas en phase avec la population, si son discours et ses actions ne s'incarnent pas dans un projet partagé et intégré par une majorité. On le voit bien aujourd'hui, à chaque instant, sur chaque projet de loi. On n'avance pas contre une opinion publique hésitante. D'abord parce que les forces contraires ont toujours le dernier mot ; ensuite parce que le pouvoir devient alors le bouc émissaire des difficultés ; enfin parce que la peur est d'autant plus forte que l'avenir est incertain, sans socle commun. Dans une démocratie, le travail n'est pas tant d'arriver au pouvoir pour mettre en place un projet pour le pays, que celui de construire avec le pays un projet partagé. Après seulement, il s'agit de nommer ceux qui se chargeront de le mettre en musique.

Nous mettons la charrue avant les bœufs, nous nommons les capitaines avant de définir et de partager le cap. Les équipes de communicants des partis font leur travail en amont de l'élection pour donner une stature aux futurs élus, et les journalistes ne font pas moins le leur en montrant les hésitations, les contradictions et souvent la cacophonie d'un gouvernement, d'un exécutif territorial. Sans cap partagé, le voile tombe dès les premiers jours du mandat. Il n'y a pas d'autre issue que de travailler en amont, car comme le disait Paul de Gondi : « on ne sort de l'ambiguïté qu'à ses dépend ».

Dans une démocratie, la politique n'a d'autres choix que de se construire autant en amont qu'une fois arrivée au pouvoir. Le pouvoir des élus n'est pas un objet, mais un concept qui s'évapore dès que les partis ne font pas un travail de préparation en amont avec la population. C'est leur rôle et il est probablement même plus essentiel que celui de désigner la ou les personnes qui incarneront ensuite le projet.

La question qui se pose aujourd'hui est donc de savoir comment faire de la politique avec les citoyens, quand les principales institutions pour ce faire sont largement déconnectées de la population ? Les processus de désignation restent évidemment centraux dans une démocratie, mais ce n'est probablement pas dans ce cadre concurrentiel que se construiront les politiques publiques innovantes de demain. Enfin, pouvons-nous continuer ainsi, avec un risque de plus en plus avéré de décrochage de la population vis-à-vis des partis politiques républicains, face à d'autres partis moins enclin aux désignations, parce que fondamentalement moins dans des idéologies démocratiques ? C'est là, une des questions essentielles auxquelles il nous faut répondre.

## OUVRIR LES PARTIS SUR LA SOCIETE

Si l'on fait le constat que les processus de désignation sont un mal nécessaire, mais qu'ils nous coupent de la population, alors comment s'y prendre pour faire gagner nos idées, nos valeurs et notre vision de la société sans s'affaiblir ?

Il faut probablement clarifier des fonctions qui, comme on l'a dit, cohabitent assez mal dans l'environnement politique actuel. Les partis sont les institutions reconnues pour mener les combats politiques et porter des lignes cohérentes dans le paysage politique. Il est important que ceux-ci se concentrent tant sur ce rôle de désignation des responsables politiques et des lignes politiques de ceux-ci, tout autant que sur celui de la confrontation avec les autres partis, lors des élections. C'est objectivement le rôle qu'ils font naturellement prévaloir aujourd'hui et qu'il convient probablement de consolider.

Mais il faut aussi faire émerger un autre pôle, une autre sphère, comportant à la fois d'autres acteurs, une autre culture et un référentiel de comportements différents. Ce lieu n'est pas celui du combat, de la compétition ou de la concurrence, des alliances et des trahisons, mais c'est probablement celui de la politique appliquée, celui de l'expérimentation citoyenne, celui de la confrontation féconde, celui de l'écoute, de l'échange et de la découverte de l'autre et aussi enfin, celui de l'apprentissage de la négociation entre opinions différentes.

Pour exister sur la durée, cet espace doit se vivre en toute liberté. Il doit être le lieu où les esprits s'autorisent à se forger, à se nourrir et à se comprendre. Il doit être un lieu où l'envie de se retrouver prévaut, un lieu qui nourrit et qui fait grandir. Un lieu d'expérimentations et d'innovations pour appréhender ensemble le monde de demain.

Ce changement de paradigme des formations politiques actuelles existe déjà pour partie au plan national. Ainsi a-t-on vu naître tout une série de *think tanks* rattachés à des thématiques particulières, des courants de pensées politiques et parfois les deux en même temps. L'émergence de ces *think tanks* nationaux est en soi déjà, une forme d'externalisation de la réflexion des partis politiques. Pourtant, ils sont souvent l'expression de paroles d'experts ou de groupes d'influence, concentrés sur un sujet. Ils se rassemblent par affinité, pour peser dans le débat. Enfin, ils sont dans leur majorité, sans accroche territoriale, hors-sol.

Pour rénover en profondeur la politique depuis sa base, avec les citoyens, il nous faut créer ce que l'on pourrait appeler des *think tanks territoriaux*. Des structures légères associatives, en capacité d'accueillir ceux qui veulent faire de la politique au sens premier du terme, sans se soucier des jeux de pouvoir, sans exiger l'existence d'une ligne directrice dominante, conduite par des leaders d'opinion.

Pour fonctionner durablement, il sera nécessaire de réfléchir à trois modalités d'animation.

### **Ouverture et absence d'engagement**

Par l'aspect très compétitif de l'élection dans une démocratie, les organisations politiques sont contraintes à une forme d'entre soi. Ceci afin de définir leurs lignes stratégiques, en vue des différentes échéances électorales. Cet état de fait exclut toute une partie de la population ne souhaitant pas entrer dans ce type de posture, vécue comme enfermante. Pour autant, ces citoyens pourraient être sensibles, peut-être même en attente d'une réflexion politique.

Un *think tank territorial* se doit d'être ouvert à tous pour peu que les règles de son fonctionnement soient respectées. L'adhésion doit être sans engagement d'un côté comme de l'autre. Pour autant, plusieurs niveaux d'engagements peuvent exister comme dans toute association. Il faudra juste veiller à laisser possible une adhésion à la carte, à l'action, à l'engagement minimum.

### **Liberté de penser et absence d'arbitrage par des lignes politiques majoritaires**

Contraintes à produire des programmes soumis à l'arbitrage majoritaire des citoyens, les organisations politiques se doivent de définir des lignes politiques cohérentes. Pour ce faire, il est nécessaire d'avoir recours à des votes qui sanctionnent souvent sur la base de positions majoritaires.

Un *think tank territorial* doit laisser libre l'expression et éviter d'arbitrer une ligne plus qu'une autre. La vérité politique n'existe pas dans l'absolue. Elle est le fait des personnes concernées, de situations, de lieux et de temps. Il n'y a pas de bonne solution. Il y en a de moins mauvaises ou de moins bonnes que d'autres, mais chaque médaille a son revers et il faut savoir débattre et lire en conscience. Une solution peut être bonne dans un groupe et mauvaise dans l'autre. Il faut faire prévaloir les échanges et la discussion pour faire émerger atouts et freins. Chacun est ensuite libre de se faire sa propre opinion, en fonction de sa situation et de son histoire.

Un *think tank territorial* ne doit pas être fait pour trancher, pour arbitrer, pour converger, mais au contraire pour diverger, pour s'ouvrir, pour être à l'écoute d'autres vécus, d'autres points de vue afin d'alimenter sa propre vision du monde. Par ailleurs, le fait de vouloir arbitrer conduirait rapidement au piège de la personnification et donc, conduirait inévitablement vers ce qui se passe aujourd'hui dans les partis.

### **Diversité de méthodes de travail et d'actions visant la coopération**

Le processus de désignation démocratique qu'est l'élection est basée sur un modèle compétitif. Après l'élection, la réalité des fonctionnements qui produisent de bonnes politiques publiques entre parties prenantes est surtout basée sur la capacité à coopérer entre personnes, entre territoires ou entre visions différentes. Même s'il est souvent cité comme élément vertueux dans les discours politiques, l'apprentissage de la coopération n'est pas aujourd'hui dans la culture des partis.

Un *think tank territorial* doit être un espace d'apprentissage et d'expérimentation des méthodes de travail visant la coopération des acteurs. Ces méthodes de travail sont d'ailleurs souvent celles qui produisent le plus de participation, parce qu'elles se fondent sur l'envie et la liberté de chacun. Ce sont des méthodes qu'il nous faut travailler ensemble, parce qu'elles sont probablement le nouvel horizon démocratique de la prochaine décennie.

Les partis démocratiques républicains ne peuvent pas mourir car ils sont pour nous l'horizon d'une société à laquelle nous aspirons. Cependant, ils se doivent de s'adapter à des attentes et des comportements d'un monde qui va vite, de plus en plus vite. Le plus grand risque serait que leurs illisibilités, leurs cacophonies dans l'espace politique soient une perche tendue vers ceux qui ne portent pas nos valeurs républicaines, mais des discours simplistes et faciles à comprendre, reposant sur la peur de l'autre au bénéfice d'une minorité dominante.

Ce changement ne peut se faire en restant dans un format qui mélange deux postures opposées : la convergence vers des objectifs de conquête du pouvoir et la divergence pour une ouverture et une compréhension de la complexité du monde qui est le nôtre.

Il revient donc bien aux partis politiques la responsabilité de créer les conditions d'un espace nouveau, pour redonner à la population les moyens et le goût de l'expression, de la réflexion et de la construction politique collective.